

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1985-1986

26 NOVEMBRE 1985

**Proposition de loi portant un plan d'urgence en
vue de combattre le chômage des jeunes**

 (Déposée par MM. Van Ooteghem et Van In)

DEVELOPPEMENTS

Le chômage en général et celui des jeunes en particulier a pris des proportions énormes, et constitue un fléau et un scandale inadmissibles pour notre société.

Tous les plans d'emploi élaborés précédemment ont échoué ou n'ont permis, dans le meilleur des cas, que de ralentir la progression du chômage.

Les programmes de résorption du chômage, conçus sans nul doute dans des intentions louables, ont dans de nombreux cas des effets secondaires très défavorables : c'est ainsi que des jeunes, motivés, doivent retourner au bureau de chômage après six mois ou un an et n'ont souvent qu'un statut de dupes, sans oublier que l'ensemble de ce secteur est politisé à l'extrême.

Il faut à tout prix préserver les chances des jeunes et empêcher qu'ils perdent leur espoir en un avenir meilleur. Tous les jeunes doivent avoir la possibilité de parfaire et d'exploiter leurs talents.

Nous n'avons pas le droit d'envoyer toute une génération au bureau de chômage.

La résorption du chômage et en particulier du chômage des jeunes figure dès lors au premier rang des priorités.

Notre proposition a pour but d'éliminer entièrement, à brève échéance, le chômage des jeunes.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1985-1986

26 NOVEMBER 1985

**Voorstel van wet houdende een noodplan ter
bestrijding van de jongerenwerkloosheid**

 (Ingediend door de heren Van Ooteghem en Van In)

TOELICHTING

De reusachtige werkloosheid in het algemeen en de enorme jeugdwerkloosheid in het bijzonder is een onaanvaardbare kwaal en schande voor onze maatschappij.

Alle vorige tewerkstellingsplannen zijn mislukt of leiden in het beste geval slechts tot een vertraging van de groei van de werkloosheid.

De opslorplingsprogramma's die zonder twijfel met goede bedoelingen werden opgesteld, hebben in veel gevallen zeer nadelige neveneffecten : gemotiveerde jongeren moeten na zes maanden of een jaar terug gaan stempelen, vaak genieten zij slechts van een nepstatuut en bovendien is heel die sector zwaar gepolitiseerd.

Men moet te allen prijze de kansen van de jeugd veilig stellen en verhinderen dat zij haar hoop verliest op een betere toekomst. Alle jonge mensen moeten de gelegenheid krijgen hun talenten aan te scherpen en te benutten.

Wij hebben niet het recht een ganse generatie naar het stempellokaal te sturen.

De oplossing van de werkloosheid en van de jeugdwerkloosheid is dan ook de prioriteit nummer 1.

Het doel van ons voorstel is, op korte termijn, de jeugdwerkloosheid volledig uit te bannen.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article implique un choix très clair en ce qui concerne la politique à suivre. Il vise à accorder une priorité absolue à l'emploi des jeunes pour empêcher qu'ils perdent, par suite d'un chômage prolongé, toutes les connaissances acquises pendant leurs études.

Les cours du soir et de recyclage ne peuvent, quelle que soit leur importance, être acceptés comme études au sens de la présente proposition, car cela aurait pour conséquence de prolonger arbitrairement le délai.

Article 2

Contrairement à de nombreux autres plans d'emploi, le but des mesures que nous proposons n'est pas de remplacer des travailleurs plus âgés par des jeunes, mais de créer des emplois supplémentaires afin de réduire le nombre total des chômeurs.

Nous songeons surtout ici aux P.M.E., aux petites entreprises artisanales, aux commerçants et professions indépendantes, qui parviendront ainsi à vaincre les appréhensions qu'ils nourrissent à propos de l'engagement d'un premier travailleur ou d'un travailleur supplémentaire.

Chaque fois que l'employeur aura recours aux avantages du plan d'urgence, l'ensemble des effectifs du personnel devra être augmenté d'un nombre proportionnel d'unités.

Pour remplacer les prépensionnés, les pensionnés, les travailleurs licenciés ou décédés, en d'autres termes pour compenser les départs, l'employeur devra procéder à d'autres recrutements que ceux prévus dans le plan d'urgence, s'il ne souhaite pas perdre les avantages de celui-ci.

Nous sommes parfaitement conscients des risques d'abus et de la tentation de remplacer la main-d'œuvre chère par une main-d'œuvre à bon marché.

Le Roi devra dès lors prendre des mesures efficaces de manière à faire appliquer correctement la loi.

Article 3

Les jeunes diplômés demeurant sans travail pendant plusieurs années perdent les connaissances acquises. En fait, l'ONEm leur paie des allocations pour la perte de leurs connaissances. A notre avis, il serait plus judicieux de payer ces mêmes allocations pour acquérir des connaissances et une expérience professionnelle pratique. En effet, la formation scolaire ne permet pas suffisamment de s'intégrer à la vie des entreprises.

Par ailleurs, on constate en lisant de nombreuses annonces que la plupart des entreprises souhaitent uniquement engager du personnel expérimenté et qu'elles estiment que,

Toelichting bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel houdt een duidelijke beleidskeuze in. Het is de bedoeling absolute prioriteit te verlenen aan de tewerkstelling van de jongeren om te beletten dat zij door langdurige werkloosheid al de kennis tijdens hun studies opgedaan opnieuw zouden verliezen.

Avondonderwijs en bijscholing, hoe belangrijk ook, kunnen in de zin van dit voorstel niet als studies worden aanvaard omdat men anders de termijn willekeurig zou kunnen verlengen.

Artikel 2

In tegenstelling met veel andere tewerkstellingsplannen is het niet de bedoeling oudere werknemers door jongeren te vervangen, maar wel om bijkomende arbeidsplaatsen te scheppen ten einde het totaal aantal werklozen te verminderen.

Hierbij denken wij vooral aan de K.M.O.'s, de kleine ambachtelijke bedrijven, de handelaars en zelfstandige beroepen, die op die manier de drempelvrees voor het aanwerven van een eerste of bijkomende werknemer zullen overwinnen.

Telkens de werkgever op de voordelen van het noodplan beroep doet, zal het totaal personeelsbestand met een evenredig aantal eenheden moeten stijgen.

Om bruggepensioneerden, gepensioneerden, ontslagen of overleden werknemers te vervangen, met andere woorden om de afvloeiingen te compenseren, moet de werkgever een beroep doen op andere aanwervingen dan die voorzien in het noodplan, indien hij de voordelen van het noodplan niet wenst te verliezen.

Wij zijn ons volkomen bewust van het gevaar voor misbruiken en van de verleiding om dure arbeidskrachten door goedkope te vervangen.

De Koning zal dan ook waterdichte maatregelen moeten treffen om te waken over een correcte toepassing van de wet.

Artikel 3

De schoolverlaters die gedurende meerdere jaren werkloos blijven verliezen hun kennis. In feite betaalt de R.V.A. een vergoeding voor verlies van kennis. Het is o.i. nogal wat zinvoller dezelfde vergoeding te betalen om kennis te verwerven en praktische beroepservaring op te doen. De schoolse opleiding geeft immers onvoldoende toegang tot opname in het bedrijfsleven.

Anderzijds stelt men in talloze advertenties vast dat de meeste bedrijven alleen personeel met ervaring in dienst wensen te nemen en dat het bedrijfsleven van mening is dat,

compte tenu de la productivité limitée des travailleurs nouvellement engagés, la charge salariale est trop lourde.

La dépense de 15 000 francs par mois ou de 180 000 francs par an par jeune mis au travail est une bonne affaire pour le Trésor, quand on sait que le Bureau du Plan a calculé qu'un chômeur coûte en moyenne 550 000 francs par an à l'Etat, compte tenu des allocations de chômage, de la perte des allocations sociales et fiscales et de la réduction du pouvoir d'achat.

Il n'est dès lors pas dans nos intentions de fausser les conditions de la concurrence. C'est pourquoi nous proposons de payer aux jeunes travailleurs, non des subventions-traitements mais un salaire d'apprentissage.

D'autre part, nous ne considérons pas les travailleurs occupés dans le cadre du plan d'urgence comme des chômeurs mis au travail mais comme des travailleurs à part entière. Ils ne perçoivent donc pas d'allocations de chômage, mais une rémunération à part entière.

La somme de 15 000 francs constitue le montant moyen des allocations de chômage accordées aux jeunes travailleurs. En octroyant un montant identique à chaque personne occupée dans le plan d'urgence, on peut atteindre deux objectifs :

a) le système est très simple et très facile à comprendre tant pour l'administration que pour tous les intéressés;

b) l'engagement des jeunes non qualifiés difficiles à placer est facilité, étant donné que la quotité que l'employeur doit suppléer est restreinte pour les travailleurs non qualifiés, plus importante pour les travailleurs ayant un degré de qualification élevé et la plus importante pour les diplômés universitaires.

Il est évident que le salaire d'apprentissage que l'employeur reçoit pour le verser au travailleur ne peut être considéré comme un revenu professionnel sur le plan fiscal, étant donné que dans cette hypothèse, le plan d'urgence ne présenterait plus aucun intérêt pour l'employeur.

Article 4

Il va sans dire que la loi sur les contrats de travail s'applique intégralement aux travailleurs du plan d'urgence, du fait qu'il s'agit de travailleurs à part entière. Une convention écrite s'impose pour établir clairement de quelle formation professionnelle ou de quel perfectionnement professionnel le travailleur va bénéficier.

Article 5

Cet article prévoit les mesures destinées à mettre en œuvre le plan d'urgence. On peut admettre qu'après trois ans, un travailleur a atteint un niveau de productivité normal et acquis des qualifications professionnelles normales.

rekening houdend met de beperkte produktiviteit de loonlast van de nieuw-aangeworvene te hoog ligt.

De uitgave van 15 000 frank per maand of 180 000 frank per jaar per tewerkgestelde jongere is voor de Schatkist een goede zaak als men weet dat het Planbureau heeft uitgerekend dat een werkloze gemiddeld 550 000 frank per jaar kost aan de Staat, rekening houdend met de werkloosheidsvergoeding, het derven van sociale en fiscale bijdragen en de vermindering van de koopkracht.

Wij hebben niet de bedoeling aan concurrentievervalsing te doen. Daarom stellen wij voor aan de jonge werknemers geen loonsubsidies maar leergeld uit te betalen.

Anderzijds beschouwen wij de werknemers van het noodplan niet als tewerkgestelde werklozen, maar als volwaardige werknemers. Zij ontvangen dus geen werkloosheidsvergoeding meer maar een volwaardig loon.

15 000 frank is het gemiddelde bedrag van de werkloosheidsuitkeringen aan jonge werknemers. Door aan elke tewerkgestelde van het noodplan eenzelfde bedrag uit te keren kan men twee objectieven bereiken :

a) het systeem is zeer eenvoudig en zowel voor de administratie als voor alle betrokkenen zeer bevattelijk;

b) de aanwerving van de moeilijk te plaatsen ongeschoolde jongeren wordt vergemakkelijkt, aangezien het gedeelte dat de werkgever moet bijpassen klein is voor de ongeschoolden, groter voor werknemers met een grote scholingsgraad en het grootst voor de universitaire gediplomeerden.

Het is evident dat het leergeld dat de werkgever ontvangt en doorbetaalt aan de werknemer, fiscaal niet als een bedrijfsinkomen mag worden beschouwd, vermits dan het belang van het noodplan voor de werkgever zou vervallen.

Artikel 4

Vanzelfsprekend is de wet op de arbeidsovereenkomsten volledig van toepassing op de werknemers van het noodplan, vermits het volwaardige werknemers betreft. Een schriftelijk akkoord is nodig om duidelijk vast te leggen welke beroepsopleiding of beroepsvervolmaking de werknemer zal genieten.

Artikel 5

Dit artikel voorziet in de uitvoerende maatregelen van het noodplan. Er mag worden verondersteld dat een werknemer na drie jaar een normale produktiviteit en beroepsbekwaamheid heeft verworven.

Le plan d'urgence prévoit encore deux années supplémentaires devant lui permettre de s'intégrer entièrement à l'entreprise.

Le salaire d'apprentissage de 10 000 francs par mois pendant la quatrième année et de 5 000 francs par mois pendant la cinquième année constitue un stimulant supplémentaire pour l'entreprise, afin qu'elle ne licencie pas le jeune travailleur après trois ans.

Le plan d'urgence doit être suffisamment souple pour pouvoir atteindre les objectifs fixés.

Si un montant de 15 000 francs se révélait être un stimulant insuffisant pour engager du personnel supplémentaire, le Roi doit avoir la possibilité d'augmenter ce montant jusqu'à ce que tous les jeunes trouvent du travail.

Si le plan d'urgence parvient à résoudre le problème du chômage des jeunes à brève échéance, il faut prévoir la possibilité de réduire le montant mensuel afin d'éviter de trop grandes tensions et inégalités sur le marché de l'emploi.

**

Enfin, il convient de signaler encore quelques avantages supplémentaires du « plan d'urgence-chômage des jeunes ».

Notre économie sera stimulée par un accroissement du pouvoir d'achat.

La compétitivité des entreprises augmentera de même que les exportations.

Les abus sociaux diminueront et le travail au noir perdra de son intérêt.

Les jeunes gens auront accès aux technologies nouvelles.

La solidarité nationale jouera en faveur des régions les plus touchées par le chômage des jeunes.

**

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE 1^{er}

La présente loi, ci-après dénommée « plan d'urgence-chômage des jeunes », vise à assurer l'emploi et la formation professionnelle pratique aux chômeurs ayant droit aux allocations de chômage, à la condition qu'ils soient âgés de moins de 26 ans ou qu'ils aient arrêté ou terminé leurs études depuis moins de 5 ans.

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par études toute formation scolaire dispensée dans le cadre d'un horaire complet dans l'enseignement de jour.

Het noodplan voorziet nog twee bijkomende jaren om hem of haar volledig in het bedrijf te integreren.

Het leergeld van 10 000 frank per maand tijdens het vierde- en 5 000 frank per maand tijdens het vijfde jaar is een bijkomende aansporing voor het bedrijf om de jonge werknemer na drie jaar niet te ontslaan.

Het noodplan moet voldoende soepel zijn om de gestelde doeleinden te kunnen bereiken.

Mocht een maandbedrag van 15 000 frank een onvoldoende prikkel blijken om bijkomend personeel in dienst te nemen, dan moet de Koning de mogelijkheid krijgen het bedrag net zolang op te drijven tot alle jongeren aan de slag kunnen.

Mocht het noodplan er in slagen de jeugdwerkloosheid op korte termijn op te lossen, dan moet het mogelijk zijn het maandbedrag te verminderen om te grote spanningen en ongelijkheden op de arbeidsmarkt te verhinderen.

**

Tot slot vermelden we nog enkele bijkomende voordelen van het « noodplan-jongerenwerkloosheid ».

Onze ekonomie zal worden aangezwengeld door een toename van de koopkracht.

De competitiviteit van de bedrijven zal toenemen en de uitvoer zal stijgen.

De sociale misbruiken zullen afnemen en het zwart werk wordt oninteressant.

De jonge mensen krijgen toegang tot de nieuwe technologieën.

De nationale solidariteit speelt ten voordele van die streken die het meest door de jeugdwerkloosheid zijn getroffen.

O. VAN OOTEGHEM.

**

VOORSTEL VAN WET

ARTIKEL 1

Deze wet, verder genoemd « noodplan-jongerenwerkloosheid », is erop gericht de tewerkstelling en praktische beroepsopleiding te verzekeren van gerechtigde werklozen voor het geval ze jonger zijn dan 26 jaar of voor het geval ze hun studies sedert minder dan 5 jaar hebben gestaakt of beëindigd.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder het begrip studies verstaan elke schoolse opleiding met een volledige uurrooster in het dagonderwijs.

ART. 2

Les interventions financières accordées par suite de l'acceptation du plan d'urgence-chômage des jeunes peuvent être sollicitées pour toute espèce d'engagement à temps plein, d'un travailleur venant s'ajouter à l'effectif du personnel existant et dans la mesure où cet engagement ne provoque pas de départs du personnel sans engagements compensatoires.

Le Roi règle, par arrêté délibéré en conseil des ministres, toutes les modalités d'exécution des présentes dispositions ainsi que les modalités de recouvrement et d'application des sanctions, au cas où elles ne seraient pas respectées.

ART. 3

§ 1^{er}. Pour tout jeune chômeur ayant droit aux allocations de chômage et recruté en tant que salarié ou appointé en application de la présente loi, l'employeur reçoit, par l'intermédiaire de l'Office national de l'emploi, un montant de 15 000 francs par mois d'occupation.

Ce montant, appelé salaire d'apprentissage, est destiné à assurer la formation et le perfectionnement professionnels de l'intéressé au sein de l'entreprise qui l'emploie.

§ 2. Pour le calcul des traitements et salaires attribués aux personnes mises au travail dans le cadre de ce plan d'urgence, il est procédé de la manière suivante :

1° Les personnes engagées peuvent prétendre à la rémunération normale et à tous les avantages sociaux liés à leur fonction dans le secteur concerné.

2° Le salaire d'apprentissage est attribué directement aux personnes mises au travail dans le cadre du plan susvisé et ne peut en aucun cas être considéré comme un revenu professionnel pour l'employeur;

3° L'employeur adapte, en faveur des personnes mises au travail dans le cadre du plan d'urgence, le montant de leur rémunération directe ou indirecte, pour donner plein et entier effet au § 2, 1°, du présent article.

§ 3. Les rémunérations attribuées globalement aux personnes occupées dans le cadre du plan d'urgence sont soumises aux mêmes dispositions légales et réglementaires dans les domaines fiscal ou social que les rémunérations des autres travailleurs.

§ 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en conseil des ministres, toutes les modalités de paiement du salaire d'apprentissage payé aux personnes occupées dans le cadre du plan d'urgence.

ART. 4

La loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail régit les obligations conclues entre l'employeur et les personnes occu-

ART. 2

De financiële tegemoetkomingen toegekend ingevolge aanvaarding van het noodplan-jongerenwerkloosheid, gelden voor elke soort voltijdse aanwerving boven het bestaand personeelseffectief en in zover die aanwerving geen aanleiding geeft tot afvloeiing van personeel zonder compenserende aanwerving.

De Koning regelt, bij in ministerraad overlegd besluit, alle modaliteiten ter uitvoering van deze bepaling evenals de modaliteiten van terugvordering en sanctie ingevolge niet-naleving van deze voorschriften.

ART. 3

§ 1. Voor elke gerechtigde werkloze jongere die bij toepassing van deze wet als loon- of weddetrekkende in dienst wordt genomen, wordt, door toedoen van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, aan de werkgever een bedrag uitgekeerd van 15 000 frank per maand tewerkstelling.

Dit bedrag, leergeld genoemd, is bestemd om te voorzien in de beroepsopleiding of beroepsvervolmaking binnen het bedrijf van tewerkstelling.

§ 2. Voor de berekening van de wedden en lonen die aan de ingevolge dit noodplan tewerkgestelden toekomt, wordt gehandeld als volgt :

1° De tewerkgestelden mogen aanspraak maken op de normale bezoldiging en alle sociale voordelen overeenstemmend met hun functie in de betrokken sector;

2° Het leergeld komt de ingevolge het noodplan tewerkgestelden rechtstreeks toe en kan in geen geval worden aanzien als een bedrijfsinkomen voor de werkgever;

3° Ten voordele van de ingevolge het noodplan tewerkgestelden past de werkgever de bedragen aan rechtstreeks of onrechtstreekse bezoldigingen bij om de volle uitwerking van § 2, 1°, van dit artikel te verzekeren.

§ 3. Voor de bezoldigingen, die de ingevolge het noodplan tewerkgestelden globaal toekomen, gelden dezelfde wettelijke en reglementaire schikkingen van fiscale of sociale aard als voor de bezoldigingen van andere tewerkgestelden.

§ 4. De Koning bepaalt, bij in ministerraad overlegd besluit, alle modaliteiten voor de uitbetaling van het leergeld en voor de wijze waarop dit leergeld in de bezoldiging van de ingevolge het noodplan tewerkgestelden wordt opgenomen.

ART. 4

De wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten is van toepassing om de verplichtingen tussen de werkgever en de

pées en vertu du plan d'urgence. Une telle occupation doit toutefois toujours être constatée par écrit.

ART. 5

§ 1^{er}. Le montant du salaire d'apprentissage tel qu'il est fixé à l'article 3, § 1^{er}, de la présente loi, vaut pour une durée de trois ans. Au cours de la quatrième année, ce montant est ramené à 10 000 francs par mois. Pendant la cinquième année, le salaire mensuel d'apprentissage est ramené à 5 000 francs. Le droit à ce salaire prend fin à l'expiration de la cinquième année.

§ 2. Le montant du salaire d'apprentissage est soumis aux mêmes indexations que le montant de la rémunération globale.

§ 3. Par arrêté délibéré en conseil des ministres, le Roi peut majorer ou diminuer les montants de base du salaire d'apprentissage, compte tenu de l'augmentation ou de la diminution du taux de chômage des jeunes.

ingevolge het noodplan tewerkgestelden te regelen. Tewerkstelling ingevolge het noodplan dient echter steeds schriftelijk te worden vastgesteld.

ART. 5

§ 1. Het bedrag van het leergeld, zoals vastgesteld in artikel 3, § 1, van deze wet, geldt voor een periode van drie jaar. Tijdens het vierde jaar wordt het leergeld teruggebracht tot een som van 10 000 frank per maand. Tijdens het vijfde jaar wordt het maandelijks leergeld gebracht op 5 000 frank. Het recht op leergeld vervalt bij het beëindigen van het vijfde jaar.

§ 2. Op het bedrag van het leergeld worden dezelfde index-verhogingen toegepast als op het bedrag van de globale bezoldiging.

§ 3. Bij in ministerrad overlegd besluit kan de Koning de basisbedragen aan leergeld verhogen of verminderen, rekening houdend met de verhoging of de verlaging van de jeugdwerkloosheid.

O. VAN OOTEGHEM.

G. VAN IN.